



ASSEMBLÉE DES
GROUPES DE FEMMES
D'INTERVENTIONS
RÉGIONALES



ANNEXES

Revue de presse 2014 - 2015



ANNEXES

Communiqués de presse

Lancement de la Marche mondiale des femmes : un appel à se joindre aux résistances féministes! - 12 mars 2015.....	III
Les groupes en défense collective des droits de l'Outaouais et du Québec réclament une augmentation de 235 % de leur financement - 8 décembre 2014.....	IV
L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales participe au Congrès mondial des femmes en Inde - 5 août 2014.....	V
Budget du gouvernement Couillard – Des coupures qui vont faire mal ! - 15 juillet 2014.....	VI
L'itinérance des familles et des femmes est en hausse en Outaouais - 10 avril 2014.....	VII

Articles dans les médias

L'organisme AGIR en Inde pour le Congrès mondial des femmes – Radio-Canada, 15 août 2014.....	IX
La disparition du prix Thérèse-Casgrain écoeure les milieux féministes de l'Outaouais – Radio-Canada, 28 juillet 2014.....	X
Un organisme s'inquiète de l'avenir des femmes en politique – Le Droit, 16 juillet 2014.....	XI
Élections: les options féminines moins présentes en Outaouais – Radio-Canada, 29 mars 2014.....	XII
Fermeture du bureau régional du CSF.....	XIII
Entrevues radio et télévisées.....	XV
Calendrier des activités pour la journée internationale des femmes 2015.....	XVI





Communiqué de presse
Pour publication immédiate

Lancement de la Marche mondiale des femmes : un appel à se joindre aux résistances féministes !

Gatineau, le 12 mars 2015 – La Journée internationale des femmes 2015 est marquée par le lancement de la 4^{ième} action internationale de la [Marche mondiale des femmes \(MMF\)](#). Les femmes actives au sein du Comité régional de la Marche mondiale des femmes de l'Outaouais (CRMMFO) appellent l'ensemble des mouvements sociaux et la population à se joindre à son action pour s'opposer à la destruction sociale et environnementale en cours au Québec et au Canada. Sous le thème, *Libérons nos corps, notre Terre et nos territoires*, les femmes de la MMF mettront de l'avant des alternatives pour construire un modèle de société visant l'égalité et la justice pour toutes et tous, le bien-être des communautés et la protection de l'environnement et des ressources naturelles.

Le lancement officiel de la Marche mondiale des femmes aura lieu le 13 mars dans le cadre de la journée internationale des femmes organisée par l'Association des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO). Le CRMMFO organisera des activités au cours des prochains mois. Une marche régionale et provinciale sont prévues au mois d'octobre pour clore la Marche mondiale des femmes.

La mobilisation des femmes de la MMF témoigne de la force de l'action collective et de la solidarité entre les peuples d'ici et d'ailleurs pour contrer les attaques aux droits des femmes, à la justice sociale et à l'intégrité de la Terre.

Lancée en 2000, la MMF est un mouvement mondial d'actions féministes rassemblant des groupes et des organisations de la base œuvrant pour éliminer les causes à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes. Au fil des années, la MMF est devenue un mouvement permanent et incontournable, ancré dans des mobilisations locales. Les femmes de la MMF ont su inspirer une vaste mobilisation internationale, qui s'organise tous les 5 ans. La MMF rallie des milliers de groupes et plus de 70 coordinations nationales.

-30-

Pour information:

AMÉLIE MATHIEU

Agente de communications et de développement

communications.agir@bellnet.ca

819 770-0351

www.agir-outaouais.ca

Les groupes en défense collective des droits de l'Outaouais et du Québec réclament une augmentation de 235 % de leur financement

Gatineau, le 8 décembre 2014 — Ce matin, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées devant le bureau de la députée Maryse Gaudreau, pour réclamer **un rehaussement de 40 millions \$** du financement versé par Québec aux 350 groupes de défense collective des droits (DCD) du Québec et cela, dès le prochain budget Leitão, c'est-à-dire une augmentation de 235 % du budget qui leur est actuellement dévolu. Ce montant est en conformité avec les revendications portées par l'ensemble du mouvement communautaire regroupé au sein du Regroupement québécois de l'action communautaire autonome (RQACA).

Organisée par Table ronde des OVEP de l'Outaouais (TROVEPO), l'action visait à protester contre la faiblesse des subventions versées actuellement par Québec aux organismes qui ont pour principale mission de regrouper et de défendre les personnes et les collectivités dont les droits humains sont bafoués; quelques organismes assument cette mission dans la région. « Les subventions de la vaste majorité de groupes en défense collective des droits n'ont pas été augmentées ni même indexées, depuis 1996 », précise Vincent Greason, porte-parole des groupes en DCD

Selon M. Greason, les groupes en DCD, subventionnés via le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), doivent se contenter actuellement d'une enveloppe de 17,4 millions \$, soit une subvention moyenne de 53 740 \$ par année, par organisme, ce qui représente à peine 44 % de ce que Québec verse annuellement à l'ensemble des groupes de « l'action communautaire autonome ». Dans l'Outaouais, la subvention moyenne des onze groupes en DCD est de 46 837\$, encore moins que la moyenne nationale.

Le porte-parole des groupes en DCD rappelle que ces derniers interviennent tant en matière de droits sociaux, économiques et culturels (comme la santé, l'éducation, le logement ou un revenu suffisant), que de droits civils et politiques (comme le droit d'association ou à la justice). Quand il le faut, ils interpellent les gouvernements et les entreprises; ils regroupent les personnes discriminées ou trompées pour agir ensemble, afin d'obtenir réparation et des modifications aux Lois et aux politiques. Ils participent activement à la lutte contre la pauvreté, de même qu'à la construction d'une société démocratique, inclusive et plus juste. « L'action de tous ces groupes est indispensable », souligne monsieur Greason, « surtout dans une période d'austérité et de compressions dans les programmes et les services sociaux, comme celle que nous traversons ».

D'autres actions du même genre ont lieu cette semaine à Montréal et en Estrie en collaboration avec le Regroupement des organismes de défense collective des droits (RODCD), du Québec. Et les groupes en DCD de l'Outaouais en promettent d'autres, avec le RODCD, à l'hiver 2015, soit avant l'adoption du budget du gouvernement Couillard.

- 30 -

Source : *Vincent Greason (819-771-5862)*

Les groupes en défense collective des droits de l'Outaouais sont :
 Action Santé Outaouais – ASEC Haute-Gatineau – ACEF Outaouais – ADDS Gatineau – AGIR –
 Association de personnes handicapées visuelles de l'Outaouais (APHVO) – AQDR Outaouais –
 Collectif régional de lutte contre l'itinérance (CRIO) – Logemen'occupe – Regroupement des
 associations de personnes handicapées de l'Outaouais (RAPHO) – RDAS Mont-Laurier –
 TROVEPO



ASSEMBLÉE DES
GROUPES DE FEMMES
D'INTERVENTIONS
RÉGIONALES



Women's
Worlds Congress
17-22 August 2014 • HKCC, Hyderabad • INDIA

Communiqué de presse

Pour publication immédiate

L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales participe au Congrès mondial des femmes en Inde

Gatineau, le 5 août 2014 – Amélie Mathieu, agente de communication et de développement de l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR), a été sélectionnée pour faire partie de la délégation canadienne au Congrès mondial des femmes 2014 qui aura lieu du 17 au 22 août en Inde.

Le Congrès mondial des femmes est une rencontre internationale visant à faire progresser l'égalité des femmes par la recherche, les échanges, le leadership et l'action. Cet événement qui a lieu tous les trois ans dans différentes parties du monde aura lieu cette année à l'Université d'Hyderabad en Inde et regroupera pendant 6 jours des universitaires, activistes, chercheuses, décisionnaires politiques qui vont échanger leurs connaissances et leurs idées sur la nécessité d'intégrer une perspective de genre dans le processus de développement, sur l'élimination de la discrimination et de toutes les formes de violence contre les femmes et les fillettes et bien d'autres sujets concernant les conditions de vie des femmes.

L'agente de communications et de développement de l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales participera à cet événement en offrant un atelier sur la prostitution « La prostitution est un sujet très actuel. Nous sommes dans une période de réflexion importante qui aura un impact sur notre histoire. C'est un sujet qui divise les opinions. D'un côté, on retrouve les abolitionnistes et de l'autre les pro-travailleuses du sexe. Chaque position vise à protéger la prostituée. Lors de mon atelier, je présenterai les réactions diverses observées au Canada face au projet de loi C-36. Je présenterai également les modèles mis en place à l'international afin d'offrir des pistes de réflexion pour le mouvement féministe mondial. », explique Amélie Mathieu.

L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) est la table de concertation des femmes et des groupes de femmes de l'Outaouais. Ses actions et ses analyses des différents enjeux visent à défendre les droits des femmes en Outaouais.

-30-

Pour plus de renseignements :

Amélie Mathieu

Agente de communications et de développement

communications.agir@bellnet.ca

819 770-0351

www.womensworld2014india.com



ASSEMBLÉE DES
GROUPEs DE FEMMES
D'INTERVENTIONS
RÉGIONALES



Budget du gouvernement Couillard – Des coupures qui vont faire mal !

Gatineau, le 15 juillet 2014 – L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) joint sa voix au Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec pour s'indigner des coupures annoncées au programme *À égalité pour décider* dans le budget du gouvernement Couillard.

Le programme *À égalité pour décider* vise à soutenir financièrement les organismes qui, partout à travers le Québec, font la promotion de la place des femmes en politique et tendent à favoriser leur participation citoyenne. Depuis sa création, il y a plus de 10 ans déjà, il a contribué à augmenter la présence des femmes en politique tant au plan municipal que provincial, à inciter plus d'une femme à faire le saut en politique et aussi à surmonter divers obstacles pour y demeurer. Le programme dispose d'un budget annuel de 1 million \$. Le gouvernement dans son dernier budget prévoit le réduire à 500 000\$, soit une coupure de 50%.

À la suite des élections générales québécoises, les femmes ne sont que 34 à l'Assemblée nationale ce qui constitue à peine 27% de l'ensemble des élus, un recul de 5% par rapport aux dernières élections. En Outaouais, parmi les 67 municipalités, huit ne possèdent aucune femme. À Gatineau, le conseil est passé de 5 en 2009 à seulement 6 femmes élues au sein du conseil en 2013. Dans un contexte où dans le monde municipal, on compte à peine 17 % de mairesses et 32 % de conseillères, quelle importance accorde-t-on à la parité de représentation des femmes et des hommes dans les conseils municipaux?

L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales travaille depuis plusieurs années à la sensibilisation auprès des actrices et acteurs régionaux, des futures candidates et des élus avec qui elle est en contact régulier et la pérennité de ces actions et contact est important pour les femmes. Selon la coordonnatrice d'AGIR, Hamida Melouane: « Cette diminution du programme de 50% va non seulement nuire à tout le travail de sensibilisation fait en aval depuis plusieurs années pour que plus de femmes de la région s'engagent en politique active, mais il mettra surtout en péril des avancées fragiles. »

L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales et son Réseau lancent un appel à tous les élus et élues préoccupés de l'égalité pour les femmes de tout faire pour ramener le gouvernement à de plus justes dispositions à l'égard de la place des femmes en politique et dans les lieux de pouvoir. C'est une question de démocratie.

L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) est un organisme féministe régional, non partisan, qui existe depuis plus de vingt (20). C'est une table de concertation dont les actions et les analyses des différents enjeux visent à défendre les droits des femmes en Outaouais.

Le Réseau des Tables regroupe les dix-sept Tables régionales de groupes de femmes du Québec. En tant qu'organisme féministe de défense collective des droits des femmes, il porte auprès des instances nationales les réalités régionales et prend position dans une perspective d'égalité entre les sexes et de plus grande justice sociale.

Source :

Amélie Mathieu

Agente de communications et de développement

Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)

819 770-0351

communications.agir@bellnet.ca

www.agir-outaouais.ca

et

Blanche Paradis, coordonnatrice du Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du

Québec info@reseautablesfemmes.qc.ca Téléphone : 450-438-5821



ASSEMBLÉE DES
GROUPES DE FEMMES
D'INTERVENTIONS
RÉGIONALES

Communiqué de presse

Pour publication immédiate

L'itinérance des familles et des femmes est en hausse en Outaouais

Gatineau, le 10 avril 2014 – L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) est alarmée de constater que de plus en plus de femmes et des familles se trouvent en situation d'itinérance en Outaouais et que les solutions n'arrivent pas.

En effet, selon le Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais (CRIO), le nombre de familles et de femmes (avec ou sans enfants) ayant eu recours à des services d'hébergement d'urgence s'est accru de 34 % de 2012 à 2013.

Malgré le nombre croissant de demandes, les ressources d'hébergement d'urgence sont insuffisantes et peu adaptées aux besoins réels de la clientèle. Les organismes communautaires sont également sous financés et débordés. Non seulement il faut augmenter le nombre de ressources, mais il faut également adapter les services aux besoins réels de la pauvreté qui est vécue différemment par les hommes et par les femmes.

« Tantôt visibles, tantôt invisibles, les femmes adoptent de multiples stratégies de survie qui ont pour effet de les camoufler derrière la zone floue entre itinérance, pauvreté, travail du sexe et précarité. » Explique Meghan Lewis, intervenante à l'Antre-Hulloise.

Il est urgent d'investir dans les ressources d'intervention pour traiter efficacement les réalités complexes des femmes itinérantes. Les logements sociaux, communautaires et coopératifs sont la base de la solution.

L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) est la table de concertation des femmes et des groupes de femmes de l'Outaouais. Ses actions et ses analyses des différents enjeux visent à défendre les droits des femmes en Outaouais.

-30-

Pour plus de renseignements :

Amélie Mathieu

Agente de communications et de développement

Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)

819 770-0351

819 208-6776

communications.agir@bellnet.ca

www.agir-outaouais.ca

L'organisme AGIR en Inde pour le Congrès mondial des femmes

Radio-Canada, 15 août 2014



Sélectionnée pour faire partie de la délégation canadienne au Congrès mondial des femmes 2014 qui a lieu en Inde, Amélie Mathieu de l'organisme AGIR se prépare à faire une présentation sur les divers points vus entourant la prostitution au Canada.

La disparition du prix Thérèse-Casgrain écoeure les milieux féministes de l'Outaouais

Radio-Canada, 29 juillet 2014

Le gouvernement conservateur s'attire les foudres de [groupes féministes](#) de la région pour avoir retiré le nom de la militante féministe et héroïne du Québec, Thérèse Casgrain, d'un prix national remis aux bénévoles.

C'est en 2010, que le ministère des Ressources humaines et Développement des compétences Canada, qui supervisait l'honneur immortalisant Mme Casgrain, a reçu la directive de créer un Prix du premier ministre pour le bénévolat, devant être décerné chaque année dans le cadre d'une cérémonie présidée par Stephen Harper.

Certains reprochent au gouvernement conservateur d'avoir changé le nom du prix Thérèse Casgrain, en 2010, [sans l'annoncer officiellement](#).

Sur les médias sociaux notamment, des citoyens accusent les conservateurs d'oblitérer délibérément l'héritage de l'icône féministe.

En Outaouais, l'Assemblée des groupes de femmes d'intervention régionale (AGIR) qualifie cette décision de déplorable.

« Nous trouvons cela déplorable et choquant que les conservateurs mettent de l'énergie et de l'argent pour changer le prix Thérèse-Casgrain. Car, dans le fond, c'est abolir un symbole important pour les Canadiens et Canadiennes. C'est entre-autre grâce à Mme Casgrain que les femmes du Québec ont obtenu le droit de vote en 1940 », s'émeut la porte-parole d'AGIR, Amélie Mathieu.

« On sait que le gouvernement Harper n'est pas absolument pas pro-femme et pro-féministe. Donc ce n'est pas surprenant. Cela dit, c'est tellement un geste politique, que cela donne la nausée. »

La co-fondatrice du [blogue jesuisféministe.com](http://blogue.jesuisféministe.com), Isabelle N. Miron, soutient pour sa part que le gouvernement fait erreur et qu'il doit se rétracter.

« Mme Casgrain est la première femme qui a dirigé un parti politique au Canada, mais ce parti politique est l'ancêtre du NPD. Donc on n'est pas dans les cordes des conservateurs », affirme Mme Miron.

Le gouvernement conservateur assure avoir consulté la Fondation Thérèse Casgrain avant d'effectuer le changement. La présidente de l'organisation, Michèle Nadeau, le nie et se dit très déçue. La distinction s'appelle maintenant Prix du Premier ministre pour le bénévolat.

16 juillet 2014

Un organisme s'inquiète de l'avenir des femmes en politique

SYLVIE BRANCH
sbranch@ledroit.com

L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) s'inquiète pour l'avenir des femmes en politique.

AGIR se joint au Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec et dénonce les coupures annoncées au programme «À égalité pour décider» dans le dernier budget du gouvernement libéral de Philippe Couillard.

Ce programme a pour mis-

sion de promouvoir la place des femmes en politique. Son budget passera d'un million à 500 000 \$. Une coupure de 50 % décriée par les organismes.

«Plusieurs études démontrent le besoin des femmes à avoir de l'information pour franchir le pas vers des postes d'élues. Si on coupe dans les campagnes d'infos, on sait pertinemment qu'il y aura une diminution du nombre de femmes dans ces types de poste», note Amélie Mathieu, agente de communications et de développement au sein d'AGIR.

En Outaouais, cette coupe budgétaire va nuire au travail de

sensibilisation déjà accompli. «On arrive à faire de petites avancées avec un petit budget, mais maintenant c'est inquiétant avec cette grosse coupure», constate M^{me} Mathieu.

Elle rappelle que la place des femmes dans les milieux décisionnels est fragile.

Elle note entre autres une faible présence en Outaouais. Par exemple, parmi les 67 municipalités de l'Outaouais, huit conseils municipaux sont composés uniquement d'hommes. À Gatineau, le conseil est passé de cinq femmes en 2009 à six en 2013.

Élections : les options féminines moins présentes en Outaouais

Radio-Canada, 29 mars 2014

Des groupes de la région dénoncent le fait qu'en Outaouais, seulement 6 femmes se présentent aux élections, sur les trente candidats qui sont dans la course.

L'Assemblée des groupes de femmes d'intervention régionale de l'Outaouais (AGIR) affirme que la situation est désolante, puisqu'en plus d'être loin de la parité, la région présente 10 % de moins de candidatures féminines que la moyenne provinciale.

Le Parti libéral du Québec et Québec solidaire en présentent deux, tandis que le Parti nul et le Parti québécois présentent une seule femme, dans les cinq circonscriptions. La Coalition avenir Québec ne compte aucune représentation féminine dans la région.

Les candidates qui se présentent en Outaouais :

- Charmain Levy, Québec solidaire, Pontiac;
- Christine Gagné, Parti nul, Papineau;
- Laura Avalos, Québec solidaire, Chapleau;
- Maryse Gaudrault, Parti libéral du Québec, Hull;
- Maryse Vallières, Parti québécois, Pontiac;
- Stéphanie Vallée, Parti libéral du Québec, Gatineau.

Le groupe Entre-femmes de l'Outaouais aimerait que les candidats de tous les partis prennent position sur ce sujet. Il demande des engagements précis pour augmenter la présence des femmes en politique.

Les enjeux de la campagne

Ces deux organismes dénoncent par ailleurs que les enjeux qui touchent les femmes sont très peu abordés dans cette campagne.

L'agente de communication de l'organisme AGIR, Amélie Mathieu, souligne que l'équité salariale, la conciliation du travail, des études et de la famille ainsi que l'hypersexualisation des jeunes sont des enjeux qui sont absents du débat public, alors qu'ils touchent majoritairement les femmes.

La directrice d'Option Femme Emploi, Martine Plourde, demande aussi aux politiciens des mesures concrètes pour permettre aux mères monoparentales d'intégrer le marché du travail.

Fermeture du bureau régional du Conseil du statut de la femme : AGIR Outaouais s'inquiète

Mise à jour le lundi 30 mars 2015 à 14 h 47 HAE

Options de partage



Palais de justice de Gatineau

Comme ailleurs au Québec, le bureau régional à Gatineau du Conseil du statut de la femme fermera ses portes, mardi, faute de financement. L'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR Outaouais), un organisme de concertation, s'inquiète de cette disparition.

Selon la coordonnatrice d'AGIR Outaouais, Hamida Melouane, le bureau régional permettait de travailler directement avec les agences et ainsi d'entretenir un lien de proximité.

« On ne s'y attendait pas beaucoup. Est-ce à nous, petits organismes locaux, de trouver ce plan B? » — *Hamida Melouane, coordonnatrice d'AGIR Outaouais*

Mme Melouane se désolé également de la perte du pont, que faisait le bureau régional avec le siège social du Conseil du statut de la femme.

« C'est démotivant »

Par ailleurs, l'organisme de concertation régionale explique que plusieurs de ses membres voient eux aussi leurs subventions réduites, comme de nombreux autres.

« Nous, on a été confrontés à cette réalité. On a toujours été sous-financés », raconte-t-elle. « Cependant, on avait des projets ponctuels qui nous permettaient de survivre, mais on nous a aussi coupé ces programmes. »

À écouter : [Marie-Lou St-Onge s'est entretenue au *Midi trente* Ottawa-Gatineau avec Hamida Melouane, coordonnatrice d'AGIR Outaouais](#)

À AGIR Outaouais, les compressions ont amené l'organisme à remercier une employée. Depuis, Mme Melouane doit travailler seule.

« C'est démotivant. On continue à travailler, parce qu'il faut livrer la marchandise. Mais je vous avoue que personne ne veut travailler seul », soutient Hamida Melouane.

De plus, faute de financement, l'organisme, qui a plus de 25 ans d'existence, pourrait bien ne pas survivre après 2016. « Moi, ça fait douze ans que je suis chez AGIR et c'est l'une des premières années qu'on a cette sensation de découragement », relate la directrice.

Entrevues radio

[Les femmes de l'Outaouais marcheront contre l'austérité](#)

3 mars 2015 – Rouge FM 94,9

[L'organisme AGIR en Inde pour le Congrès mondial des femmes](#)

15 août 2014 – Radio-Canada

[AGIR Outaouais sera présent au Congrès mondial des femmes 2014](#)

13 août 2014 – CHIP 101.7 FM

[AGIR Outaouais réagit à la disparition de Thérèse Casgrain dans plusieurs symboles canadiens](#)

28 juillet 2014 – 104.7 FM

Entrevues télévisées

[Téléjournal de 18 h – Congrès mondial des femmes en Inde](#)

14 août 2014 – TVA

[Téléjournal de 18 h – La disparition du prix Thérèse-Casgrain écoeure les milieux féministes de l'Outaouais](#)

28 juillet 2014 – Radio-Canada

[Téléjournal de 18 h – Élections : les options féminines moins présentes en Outaouais](#)

29 mars 2014 – Radio-Canada



Journée internationale des femmes
**« Femmes en marche pour l'égalité
 Solidaires contre l'austérité ! »**



Événements	Dates et heures	Lieux	Inscriptions et informations	Organismes
Souper et conférence sur l'austérité et le féminisme (pour les membres de la CSN seulement)	4 mars 17h	CSN-Outaouais 408, rue Main, Gatineau	Jule Charron 819 643-4113 poste 16230 juliac_34@hotmail.com	CSN-Outaouais (Confédération nationale des syndicats)
Souper 3 services	5 mars 17h30	Salle de quilles de Buckingham 210, rue Sauvé, Buckingham	Centre Actu-Élie 819 906-9713 actuelle@videotron.ca	Centre Actu-Élie
Marche en appui aux droits des femmes	7 mars 15 h	Musée des pionniers du village 20, rue Bourgeois Saint-André-Avellin	centreculturel@videotron.ca	Centre d'action culturelle de la MRC de Papineau
Prendre le thé à Option Femmes Emploi	9 mars 15 h - 16 h 30	Option Femmes Emploi 365, boulevard Gréber, suite 203, Gatineau	Monique Ouellet 819 246-1725 adjointedq@femmesemploi.qc.ca	Option Femmes Emploi
Souper communautaire (pour les femmes de la maison uniquement)	8 mars 17 h	Maison Unies-Vers-Femmes	Monique Chartrand 819 568-4710 monique.maisonunies@bellnet.ca	Maison Unies-Vers-Femmes
Brunch et tirage	8 mars 10 h 30 - 13 h	Mariwaki pizza 304, boulevard Desjardins Mariwaki	Danielle Beaudry 819 449-6779 asechaute-gatineau@hotmail.com	Comité-Femme de la Vallée-de-la-Gatineau
Midi cause-rit avec l'humoriste Mélanie Couture	10 mars 12 h - 13 h	Salle des Pêches de la Maison du citoyen 25, rue Laurier, Hull	Sylvie Tremblay 819 772-3219 #1302 Sylvie.tremblay@economie.gouv.qc.ca	Comité organisateur du Ministère de l'économie, innovation et exportations en collaboration avec la Ville de Gatineau
Rencontre d'information et de sensibilisation afin de se mobiliser contre l'austérité	10 mars 12 h	Centre Jules-Desbiens 109, rue Wright, Hull	Stéphanie Rousseau 819-776-2727 stephanie.rousseau@lebras.qc.ca	Droit Accès Outaouais-DAO en collaboration avec le Bureau régional d'Action Sida
Déjeuner-bénéfice	11 mars 7 h - 11 h	Lila Bistro 530, avenue de Buckingham, Buckingham	Pas d'inscription Toutes les ventes de ce déjeuner iront à la Maison d'hébergement Pour Elles des Deux Vallées.	Maison d'hébergement Pour Elles des Deux Vallées
Café et mini concert	11 mars 11 h 30 - 13 h	Cégep pavillon Gabrielle-Roy, Hull 333, boulevard Qué-des-jeunes, Hull	Marie-Claude Fournier 819 770-4012 poste 2246 marie-claude.fournier@cegepoutaouais.qc.ca	Comité-femmes du Syndicat des enseignantes et des enseignants du Cégep de l'Outaouais (SEBOO)
Semaine de la femme avec l'école secondaire Grande-Rivière	30 mars au 3 avril	École secondaire Grande-Rivière 100, rue Broad, Aylmer	Maison d'hébergement l'Autre Chez-Soi 819 685-0006 lautrechezsoi@qc.sira.com	Maison d'hébergement l'Autre Chez-Soi en partenariat avec l'école secondaire Grande-Rivière
Journée-conférence sur la violence conjugale	12 mars	Maison Libère-Elles	Maison Libère-Elles 819-827-4044 maisonunies@bellnet.ca	Maison Libère-Elles
Déjeuner spectacle pour les femmes de la Pointe-Gatineau	13 mars 8 h 45 - 11 h 15	Salle paroissiale St-Rosaire 5, rue St-Arthur, Gatineau	Solidarité Gatineau-Ouest 819 246-2029 s.go@bellnet.ca	Solidarité Gatineau-Ouest
Souper spectacle de l'Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	13 mars 17 h	Maison du Citoyen 25, rue Laurier, Hull	Association des femmes immigrantes de l'Outaouais 819 776-6764 afio@bellnet.ca	Association des femmes immigrantes de l'Outaouais